MAN
Mouvement pour une Alternative Non-violente

Le MAN est un mouvement engagé depuis bientôt trente ans dans la promotion et l'expérimentation de la non-violence politique, sociale et culturelle. Il constitue un pôle de dynamisme unique au sein de l'ensemble des organisations non-violentes en France.

I Les grands chantiers actuels du MAN.

A Lancer un travail de recherches et de propositions d'alternatives.

Cette orientation consiste dans la volonté du MAN de réaliser des documents de référence portant sur des thèmes d'implication du mouvement, tels que les pratiques de pouvoir, la mondialisation, ainsi que les thèmes portés par les deux réseaux actuels du MAN : *Tensions sociales*, et *Education –Formation*. C'est dans ce cadre qu'a été réalisée en 2002 une brochure intitulée *Insécurité-violences : comprendre et agir*, fruit d'un travail collectif des membres du réseau *Tensions sociales*, et qu'est engagé actuellement un travail pour la réalisation d'une brochure recensant les expériences d'éducation et de formation du réseau *Education-Formation*.

Depuis de nombreuses années en effet des membres du MAN sont sollicités pour intervenir dans des établissements scolaires, pour sensibiliser les élèves à la résolution non-violente des conflits et pour former et proposer des outils aux enseignants afin de mieux faire face aux violences qu'ils rencontrent. Les membres du MAN engagés dans de tels processus de formation en milieu éducatif, sont membres du réseau intergroupes *Education-Formation*, qui regroupe une vingtaine de personnes. Un travail a déjà été engagé depuis 2001 avec l'appui financier du FNDVA afin de recenser plusieurs expériences d'éducation et de formation, dans le cadre de la « Décennie internationale de promotion d'une culture de non-violence et de paix au profit des enfants du monde ».

Ce travail se poursuit aujourd'hui et s'applique également aux formations dans un contexte militant, qui sont l'une des spécificités su MAN.

B Travailler à la visibilité et à la capitalisation des expériences.

Deux projets principaux sont en construction actuellement pour capitaliser et diffuser les expériences et les savoir-faire présents au sein du mouvement, ainsi que les valeurs qu'il porte.

1) Une exposition sur la non-violence.

Dans le cadre des projets actuels du MAN, est envisagée la création d'une exposition dont l'objet est de faire valoir l'apport spécifique de la non-violence et de promouvoir une culture de non-violence. L'objectif de cette réalisation est l'élargissement à un public le plus large possible de cette thématique. L'exposition sera organisée autour de 15 panneaux, qui présenteront l'historique de la non-violence, ses principes, et ses moyens d'action. Son élaboration devrait être coordonnée par les membres du secrétariat national, avec la participation active, pour les contenus, des adhérents et des membres des groupes locaux du MAN. La réalisation de cette exposition devrait être achevée en 2004. L'objectif est que, une fois terminée, elle puisse circuler dans les différents groupes locaux du MAN et servir à ceux-

ci de moyen de promotion pédagogique et vivant de la non-violence. Après quoi elle a pour vocation à être utilisée à la demande par les établissements scolaires, associations, municipalités, centres sociaux et culturels qui le désirent. Il semble bien que la création ce cet outil pédagogique comble un manque en ce domaine.

Mais au-delà de la seule réalisation et diffusion des panneaux, qui en soi constitue un travail considérable, cette exposition se veut aussi être un lieu d'animation pédagogique et vivant mettant à contribution des animateurs pour guider les visiteurs, des formateurs pour des mises en situation concrète, ou des conférenciers pour des rencontres organisées en parallèle à celle-ci. Un accent particulier est mis également sur l'impact auprès des jeunes : c'est pourquoi les établissements scolaires de premier et de second niveau sont particulièrement ciblés par ce projet, et des jeux coopératifs pourront être associés à cette exposition, ainsi que des contes pour les plus petits. Des outils d'évaluation seront enfin mis en place pour mesurer l'impact tant quantitatif que qualitatif de l'exposition.

1) Créer un lieu de ressources sur les actions non-violentes.

Lieu d'engagement militant, le MAN dispose d'une expérience considérable en ce qui concerne les actions non-violentes. Celle-ci a aboutit à un savoir-faire largement reconnu au niveau local, qui fait toute la richesse et l'intérêt de ce mouvement dans le champ de l'action politique et sociale. Mais il est regrettable que ces actions ne soient pas répertoriées ni recensées et ne fassent pas l'objet d'un travail de capitalisation et de systématisation permettant leur mise en valeur. C'est à partir de ce constat que commence un travail en vue de la création d'une base de données informatique ayant pour ambition de devenir un lieu-ressource sur les actions non-violentes. Cette base de données comprendra :

-des *fiches historiques* présentant quelques actions qui ont marqué l'histoire de la non-violence ou ayant une forte valeur pédagogique ou exemplaire ;

-des *fiches d'expérience*, qui sont des « récits » d'expériences et sont réalisées suite à une action ;

-enfin des *fiches méthodologiques* ou fiches « mode d'emploi », qui auront une forte valeur pédagogique et devront permettre à ceux qui le désirent d'organiser et de réaliser une action d'un type particulier, comme un service d'ordre pour une soirée, ou un sit-in, etc…

L'objet des fiches historiques est d'enraciner l'action dans une histoire et dans une tradition qui a fait se preuves. Le but des fiches méthodologiques est d'apprendre à organiser et à réussir une action. L'intérêt des fiches d'expérience est d'une part de pouvoir revenir sur sa pratique et faire un travail d'évaluation critique de son action, d'autre part de faire profiter autrui des leçons de sa propre expérience afin de mutualiser celle-ci et de ne pas repartir de zéro à chaque fois. D'enrichir ainsi la pratique militante et de construire collectivement un art de l'action non-violente.

Ce lieu de ressources devrait trouver dans l'outil informatique un instrument approprié à sa mise en œuvre, et constituera un site - sans doute intégré à celui du MAN- vivant et ouvert aux expériences et apports nouveaux. Il nécessite l'embauche d'un stagiaire pour la mise en forme et la rédaction des fiches, dont le fond sera procuré par des militants du MAN. L'intérêt de ce lieu de ressources est de servir d'espace de diffusion d'un savoir-faire sur l'action non-violente, tant au sein du MAN, qu'auprès des autres organisations non-violentes ou organisations ayant la volonté d'intégrer des outils non-violents dans leurs pratiques et leurs stratégies. Il devrait être réalisé durant l'année 2004.

C Promouvoir un ensemble d'actions en collaboration avec d'autres organisations et en soutien aux acteurs de paix dans le monde : la campagne Proche-Orient.

Le MAN est en train de lancer une grande campagne en faveur de la paix dans le cadre du conflit israélo-palestinien. Elle s'intitule *Israël-Palestine : campagne européenne pour une force internationale d'intervention civile*. Cette campagne est lancée par le MAN et est dors et déjà soutenue par de nombreux partenaires en France, en Europe, en Israël et en Palestine.

Son but est de contribuer à une résolution politique du conflit israélo-palestinien par l'envoi sur place de volontaires civils internationaux, ayant pour mandat l'observation (du respect des droits de l'homme, du respect des accords signés par les parties) et la protection des civils israéliens et palestiniens. Elle part du constat que toute violence constitue un obstacle à la résolution du conflit, et que la paix ne peut être construite que par les sociétés civiles et les acteurs de paix israéliens et palestiniens.

En vertu de quoi il importe d'intervenir de manière civile et non-violente auprès des sociétés civiles israélienne et palestinienne afin de protéger les populations, de diminuer le niveau de violences et favoriser les conditions de dialogue des sociétés civiles. Le déploiement d'une force internationale d'intervention civile n'est envisageable qu'avec l'accord ou au moins la tolérance des parties en conflit. Cette force se veut non-partisane mais veut répondre aux besoins de sécurité et de justice des uns comme des autres : c'est pour cela que l'on parle d'un « double-parti pris » qui se veut être à l'opposé d'une neutralité.

Cette force d'intervention civile a un triple objectif : dissuader les actes de violence d'un côté comme de l'autre ; affirmer une double solidarité, avec les préoccupations légitimes des deux parties ; enfin faire reculer les peurs réciproques et faire baisser le niveau de tension afin de laisser la place à la possibilité d'un dialogue.

Cette campagne a pour origine d'une part l'appel des militants de paix palestiniens et israéliens à un soutien de la communauté internationale, et d'autre part les diverses expériences d'intervention civile ayant déjà fait leurs preuves dans des zones de conflit dans le monde, et faisant l'objet d'une recherche stratégique appliquée.

La campagne a pour objectif de sensibiliser le plus largement possible l'opinion publique à l'envoi d'une force d'intervention civile au Proche-Orient ; ainsi que de faire pression sur le Président de la République, le Ministre des Affaires Etrangères, les parlementaires européens et les responsables de l'Union Européenne, pour qu'ils impulsent la constitution puis l'envoi sur le terrain d'une force d'intervention civile formée par les organisation de la société civiles telles que le Comité ICP. Le soutien à cette campagne peut se faire : par la diffusion de celle-ci, par l'envoi de cartes postales aux autorités nationales et européennes, enfin par la déclaration de candidature au suivi d'une formation et à la participation à cette force d'intervention civile sur le terrain.

Avec cette campagne il s'agit de l'un de projets les plus ambitieux jamais portés par le MAN, fruit d'une longue réflexion et élaboration stratégique. Les grandes lignes du projet sont aujourd'hui tracées, ce qui permet un pré-lancement de la campagne auprès de partenaires en France, en Europe, et au Proche-Orient où se rend une mission exploratoire afin de prendre contact avec les organisations intéressées et déterminer ce qui semble réalisable. C'est au cours de ces rencontres et au vu des premiers résultats obtenus que seront finalisées les modalités de mise en œuvre des étapes ultérieures du projet.

II Une non-violence politique en évolution.

L'ensemble de ces projets voit le jour par suite d'une expérience militante de plusieurs décennies, qui a permis au MAN un réel mûrissement et aboutit à cette volonté de mettre en valeur les savoir-faire acquis au cours de cette riche expérience :

A Se fédérer.

Durant toutes les années 60 et au début de la décennies suivante, de multiples groupes locaux d'action non-violente se constituent un peu partout en France, mobilisés autour du thème de la guerre d'Algérie puis sur d'autres terrains de lutte tels que l'objection de conscience, le Chili,… : on parle alors des GRANV (Groupes de Recherche et d'Action Non-Violente). Au début des années 70, la majorité des GRANV envisage un regroupement dans une fédération de groupes non-violents afin de dépasser leur isolement et d'accroître leur force et leur coopération. Ces groupes se dotent alors du Secrétariat de Coordination à l'Action Non-violente (SCAN). Les groupes adhérents au SCAN rédigent le texte d'un Manifeste pour une Alternative Non-Violente qui est adopté en 1973. Ce texte jette les bases d'un regroupement sur une base politique en référence explicite au socialisme autogestionnaire. L'année suivante, sur le constat de l'échec du SCAN, une grande majorité des GRANV se joint pour fonder le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), sur les bases du manifeste.

Ces groupes se fédèrent donc au sein du MAN, constitué en loi 1901, tout en gardant cependant une grande autonomie d'initiative et de décision. Une fois les modalités de fonctionnement décidées et mises en place, une volonté d'approfondir les bases communes du mouvement amène les membres du Man à rédiger un Texte d'Orientation politique (TOP) qui est définitivement adopté en 1976, et qui a pour titre *Pour le socialisme autogestionnaire : une non-violence politique*. Cette brochure d'une centaine de pages est diffusée à plus de 20 000 exemplaires. Elle développe l'idée d'une lutte non-violente contre une situation de violence structurelle provoquée par l'extension généralisée du mode de production capitaliste, au profit de la construction d'un socialisme autogestionnaire, alternative au capitalisme libéral comme au socialisme étatique de type soviétique. Dans le cadre de la lutte contre la militarisation de la société, le MAN propose une stratégie de transarmement consistant à développer une Défense Populaire Non-Violente (DPNV). Avec ce texte d'orientation politique, la dynamique de coopération et de cohérence entre les différents groupes du MAN, est parachevée. Une aventure politique originale peut alors commencer.

B Une aventure en politique.

Le mouvement, au meilleur de sa forme et de sa dynamique politique, décide de faire valoir son projet de société qu'il juge fort et cohérent. Le MAN prend l'initiative de la constitution du Front Autogestionnaire, à l'occasion des élections législatives de 1978, afin d'y présenter des candidats communs avec d'autres partenaires évoluant sur des bases politiques proches : en particulier le Parti Socialiste Unifié (PSU) et les écologistes contestataires. Ils composent ensemble pour les législatives un programme politique alternatif au Programme Commun de la gauche traditionnelle (PS, PC, Radicaux de gauche), qui se structure autour de l'autogestion, de la remise en cause du productivisme, de la mise en place d'une défense populaire non-violente, et de la défense des libertés fondamentales face à l'Etat. L'entreprise s'avère être un échec électoral, en conséquence de quoi le MAN, tout en

conservant ses convictions politiques, ne s'engagera plus aussi explicitement par la suite lors d'une élection. Il se recentre de fait sur les luttes politiques et sociales (objection de conscience, ventes d'armes, défense populaire, solidarité internationale,…) et sur l'apport des outils et des valeurs de la non-violence dans la société. Après avoir tenté en vain de rassembler les trois candidats de la gauche alternative en vue d'une candidature commune, en 1981 le MAN apporte un soutien critique au candidat socialiste François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle, émettant de fortes réserves sur le programme de Défense nucléaire du candidat.

C Des avancées institutionnelles.

Suite à ces engagements en politique, et à la faveur de l'arrivée de la gauche au pouvoir, le MAN parvient en quelques années à engager un processus de reconnaissance officielle et d'institutionnalisation de certaines de ses thèses. C'est d'abord dans le combat pour la reconnaissance du statut d'objecteur de conscience, qu'une victoire importante est remportée. En lien avec le Comité de Coordination pour le Service Civil (CCSC), et le Mouvement des Objecteurs de Conscience (MOC), le mouvement obtient après une longue campagne, une réforme incomplète du statut des objecteurs de conscience en 1983, qui assouplit les conditions d'accomplissement du service civil. Néanmoins reste le problème de la double durée d'affectation, qui a une couleur fortement punitive.

A la suite d'une intense campagne également menée par le MAN pour une autre défense, le Ministre de la Défense Charles Hernu commande à trois de ses animateurs (Christian Mellon, Jean-Marie Muller et Jacques Sémelin) un rapport sur les formes civiles de défense. Les auteurs rendent un rapport intitulé *La dissuasion civile* en 1985, qui approfondit les stratégies de défense civile non-violente. A l'occasion de ce rapport, ces mêmes membres du MAN créent, avec d'autres, l'Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits (IRNC), qui remplit alors le rôle de pôle de recherche et d'interlocution privilégié avec les pouvoirs publics et les institutions militaires, sur les politiques et les stratégies civiles de défense. Mais à côté de ces engagements sur le terrain de la politique et de ces avancées institutionnelles, le MAN demeure aussi et avant tout, depuis sa création, un lieu de militance active et de combats sociaux et politiques multiples, dans une exigence constante de justice réelle et de respect de la dignité humaine.

D Trente ans de luttes et de solidarités.

Dès avant sa création le MAN, à travers les différents groupes locaux qui le composent, s'inscrit dans une histoire militante non-violente à l'occasion de la guerre d'Algérie, puis à travers d'autres solidarités, avec les réfugiés chiliens entre autres. A la création du MAN, les paysans du Larzac se sont engagés dans une lutte de longue haleine contre le gouvernement français qui cherche à imposer l'extension d'un camp militaire sur une grande partie du plateau. Avec le soutien énergique et durable apporté par le MAN comme d'autres mouvements tels que l'Arche, les paysans en lutte adoptent une stratégie résolument non-violente. Celle-ci joue un vrai rôle dans la victoire des paysans du Larzac en 1981. Ce combat constitue un véritable laboratoire où expérimenter ce que peut être une défense civile contre le gouvernement. Il s'inscrit dans l'effort global contre la militarisation de la société.

C'est en vertu de cette même exigence que le mouvement milite activement en faveur de la reconnaissance d'un véritable droit à l'objection de conscience, revendication qui on l'a

vu est partiellement satisfaite dans la décennie suivante. Le MAN s'engage également sur le terrain de la lutte anti-nucléaire (civil et militaire) : notamment contre le surgénérateur Superphénix basé à Malville, et contre le ralliement des partis du Programme Commun à l'arme nucléaire (à travers une pétition nationale contre la bombe nucléaire). Dans le domaine des solidarités internationales, le MAN soutient des mouvements non-violents en Argentine, au Brésil, au Chili, etc.. ; et joue un rôle clé dans le soutien à la lutte contre l'Apartheid en Afrique du Sud, à travers les Comités Anti-Outspan, qui organisent le boycott des oranges de cette marque basée en Afrique du Sud.

Afin de populariser ses combats et ses thèses, le MAN se dote en 1978 d'un journal d'information intitulé *Non-Violence Politique*.

Les engagements se poursuivent avec une réflexion pratique sur les modalités de mise en place d'une Défense Populaire Non-Violente, mais également en ce qui concerne le nucléaire, avec la campagne contre le 7° Sous-Marin Nucléaire Lanceur d'Engins, et la lutte contre les Euromissiles en Europe. Le mouvement s'engage également pour le contrôle des transferts d'armement, et contre le projet de code de nationalité de 1987.

En 1981, Christian Delorme et deux autres personnes organisent, avec le soutien du MAN, une grève de la faim de 20 jours pour réclamer l'amélioration des droits des personnes issues de l'immigration. En 1984, le MAN organise avec lui la Marche pour l'égalité afin de contrer l'avancée inquiétante de l'extrême droite.

Au niveau international, le MAN soutient la lutte du peuple kanak, ainsi que celle des mouvements de résistance populaire en Pologne : le syndicat Solidarnosc, et le VIP, groupe de jeunes opposants radicaux. Durant la fin des années 80 plusieurs voyages, qui sont à chaque fois de véritables « aventures », sont organisés et permettent de nouer des contacts fructueux avec ces organisations clandestines. Le livre de Jean-Marie Muller *Lexique de la non-violence* est traduit en polonais et constitue un manuel de lutte très populaire dans ces mouvements. Des groupes locaux constituent des jumelages avec VIP.

Plus tard, des liens forts se constituent peu à peu avec le Kosovo, qui voit apparaître depuis 1992 une expérience de résistance civile non-violente de masse, constituant un véritable second pouvoir organisé par la société civile. Des voyages sur place permettent de nouer contact avec certains acteurs de cette expérience de non-violence politique, notamment Ibrahim Rugova. Un réseau se constitue au sein du MAN, et s'engage dans une campagne d'information sur ce mouvement trop ignoré en France, ainsi que dans le suivi et le soutien actif de l'ONG européenne Balkan Peace Team, et débouche sur la création des Equipes de Paix dans les Balkans (EpB) en 1999.

En parallèle, l'engagement traditionnel dans des campagnes anti-nucléaires ainsi que dans la dynamique de ce qui sera appelé plus tard « altermondialisme » (à l'occasion entre autres du Contre-G7 à Lyon en 1996), n'est pas négligé. Une part importante des énergies est mobilisée à partir de cette période dans le soutien et la promotion d'un Service Civil de Paix et de cette méthode de résolution non-violente des conflits sur des terrains d'affrontements armés qu'est l'Intervention Civile de Paix (ICP).

Ce sont là quelques uns des engagements les plus marquants du MAN a travers son histoire, mais il doit être précisé que d'une part de nombreux autres engagements ont été faits, qui ne peuvent pas tous être exprimés ici, et d'autres part surtout, que les groupes locaux ont toujours gardé une grande liberté d'initiative et d'action et se sont engagés dans de nombreuses actions plus locales ou régionales, qui importent autant que les grands combats et les campagnes qui viennent d'être présentés.

E Réorientation et restructuration.

Mouvement fortement inséré dans la société française et ses évolutions, le MAN s'est transformé à travers le temps. Bouillonnement militant à tendance autogestionnaire et révolutionnaire dans les années 70, il évolue en relation avec l'exacerbation de la guerre froide et de la course aux armements dans les années 80, en appuyant ses efforts sur la lutte anti-nucléaire et surtout sur le développement de stratégies civiles de défense. Avec le désenchantement militant de la seconde partie de cette décennie, commence un déclin progressif de la dynamique nationale du MAN et du nombre de ses militants.

Parallèlement, les adhérents qui restent engagés dans le mouvement évoluent et s'engagent de plus en plus dans une réflexion sur les violences sociales et sur l'éducation. Signe de ce changement, le mensuel Non-Violence Politique devient Non-Violence Actualité. Cet élargissement des thèmes de recherche et d'action du MAN avait conduit à la création au sein du mouvement du réseau *Education.* Afin de discerner ce qui relève du militantisme, et d'un engagement plus institutionnel et intégré dans la formation et l'éducation, des membres de cette commission décident en 1992 de créer le premier IFMAN, Institut de recherche et de Formation du MAN. Ainsi est réaffirmée la vocation essentiellement militante du MAN.

En 1993, s'engage une dynamique de restructuration du mouvement, avec le dégagement de financements pour embaucher un premier permanent salarié. Il est chargé d'un suivi de la gestion et des projets du mouvement, ainsi que de l'encadrement des deux objecteurs de conscience travaillant au secrétariat national du MAN. Le mouvement se dote donc petit à petit d'une structure plus institutionnalisée mais aussi garante de l'efficacité et de la solidité du mouvement.

En parallèle, se fait sentir le besoin de renouveler les bases théoriques de l'engagement du MAN qui avaient été posées dans le texte d'orientation politique intitulé *Pour le socialisme autogestionnaire.* Les analyses et références de ce texte, si elles ne sont nullement reniées par les adhérents, souffrent d'un vocabulaire fortement « marqué » et inadapté aux nouveaux enjeux et aux évolutions de la société. C'est dans ce cadre qu'un travail est engagé pour l'écriture collective d'un nouveau texte qui ne vient pas remplacer le premier mais le compléter et le réactualiser : en 1996 paraît le fascicule intitulé *Non-violence : éthique et politique*, dont l'objectif premier est de conceptualiser une philosophie politique de la non-violence.

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente s'est donc réorienté par la constitution de nouvelles bases de travail théoriques, et restructuré au niveau national, avec la création des IFMAN entre autres, au cours des années 90. Le mouvement d'institutionnalisation s'est poursuivi avec le renforcement progressif du nombre de salariés au niveau national. Aujourd'hui le mouvement connaît toujours une réelle dynamique et reste un lieu indéniable d'avant-garde sociale, politique, culturelle. Le nombre de ses adhérents s'est stabilisé autour de 300 depuis quelques années, suivant une courbe générale légèrement descendante. Cependant certains de ses groupes locaux comme celui de Lyon connaissent une croissance régulière du nombre d'adhérents. On peut dire qu'aujourd'hui, le mouvement connaît une audience publique assez limitée au niveau national, étant peu connu de l'opinion publique, mais qu'il jouit d'une véritable reconnaissance de la part du milieu associatif et militant au niveau local.

Au niveau des outils de communication, le MAN s'est doté d'un bulletin interne nommé *MAN Infos,* bi-mensuel, qui a pour fonction de faire le lien

- -entre les groupes locaux, à travers un descriptif par chacun de ses initiatives respectives ;

- -entre les groupes et le secrétariat national, avec un suivi du travail des salariés, des campagnes nationales, ainsi que des relations nationales et internationales ;
- -et entre les groupes et le Comité de Coordination, par un compte-rendu de ses réunions et décisions.

Le MAN Infos constitue également un lieu de réflexion interne sur les enjeux de la non-violence dans la société, et d'information sur les activités des différents partenaires non-violents. Il donne un agenda des différents rendez-vous locaux et nationaux susceptibles d'intéresser les adhérents du MAN, ou dans lesquels il sont impliqués. Il est diffusé aux adhérents du mouvement et aux partenaires, à 500 exemplaires.

Des groupes locaux publient également des bulletins d'information, à l'exemple de *La lettre du MAN de Haute-Nomandie,* du *Monoc* (du MAN-Montpelliers)*,* et de *Perspective Non-Violente (PNV)*, mensuel du MAN-Lyon. Ils proposent aux sympathisants des réflexions sur des sujets d'actualité et des informations sur le fonctionnement et les actions du groupe local du MAN, en particulier. PNV est diffusé à trois cent exemplaires, touchant de nombreuses personnes engagées dans d'autres mouvements de la société civile. Actuellement une réflexion sur la communication interne du MAN est en cours, qui devrait déboucher sur une réorganisation partielle de la diffusion interne de l'information.

III Vie et fonctionnement d'une fédération.

A A la base : des groupes locaux.

C'est sur la base des Groupes de Recherche et d'Action Non-Violente (GRANV) locaux que s'est constitué le MAN en 1974. Le mouvement adopte alors un mode de fonctionnement fédératif et décentralisé afin de laisser toujours l'initiative aux groupes locaux. Ce sont eux qu disposent du pouvoir de décision. Ils gardent également une grande autonomie d'initiatives et d'actions par rapport à la structure nationale. Le MAN, constitué en association loi 1901, fait obligation à ses groupes de se constituer eux-mêmes en associations loi 1901, l'adhésion individuelle passant par l'adhésion à des groupes locaux du mouvement.

Le MAN fédère ainsi actuellement une vingtaine de groupes locaux : Albi, Amiens, Aveyron, Côte d'Or, Haute-Normandie, Haut-Rhin, Loir et Cher, Lyon, Manosque, Montpellier, Nancy, Nantes, Nord Pas-de-Calais, Orléans, Paris Ile-de-France, Pays d'Olonne, Saône et Loire, Saint-Brieuc, Vitré. La taille des groupes est très variable : elle va d'une poignée d'adhérents pour les plus petits d'entre eux, à une quarantaine pour le plus important (Lyon). Les groupes sont le lieu privilégié de l'action et de la réflexion du mouvement. Chacun d'entre eux s'organise à sa manière, définit ses modalités de fonctionnement interne, de rencontres, etc…Ils relaient les campagnes nationales du MAN mais prennent également de nombreuses initiatives propres. Celles-ci peuvent s'inscrire dans le cadre d'un collectif, ou être le fait du groupe seul.

Ainsi peut-on noter, pour exemples récents, l'engagement du MAN-Côte d'Or au sein du collectif « Cultivons la paix » et dans une pétition départementale contre la nouvelle loi sur le droit d'asile ; le déplacement de membres du MAN-Haut-Rhin pour effectuer une formation au Kosovo en lien avec EpB ; la marche de membres du MAN-Nancy contre les déchets nucléaires, et leur accueil d'objecteurs de conscience israéliens ; l'engagement des membres du MAN-Lyon auprès du Collectif de soutien au peuple palestinien, notamment à travers l'organisation de services d'ordre, ainsi que leurs formations à l'action non-violente

pour des militants altermondialistes, arracheurs d'OGM ou membres de Survie ; l'organisation par le MAN-Ile de France de conférences-débats publics mensuels sur la non-violence ; ou encore l'organisation par le MAN-Mulhouse d'un Forum régional pour une culture de paix et de non-violence. Ce ne sont là que quelques exemples parmi de très nombreux autres des activités des groupes locaux du MAN.

Des rassemblements régionaux inter-groupes sont souvent organisés afin d'augmenter l'interconnaissance et la coordination au niveau régional.

En ce qui concerne la participation à des initiatives nationales, par exemple beaucoup de groupes participent, chacun à leur manière, à la journée de la paix du 21 Septembre, dans leurs lieux respectifs. Ou relaient l'information sur l'Intervention Civile de Paix, selon leurs modalités et leurs possibilités propres.

B Le secrétariat national.

Le MAN s'est doté d'un secrétariat national, qui est le lieu où se fédèrent concrètement les initiatives locales et où s'organise la communication entre les membres de la France entière, donc la cohérence du mouvement. Il est basé au siège du MAN à Paris, qui est le véritable lieu-repère des adhérents. Le secrétariat est actuellement constitué de trois salariées : une secrétaire-comptable, une coordinatrice nationale et une chargée de mission pour ICP et les campagnes nationales ; ainsi que d'une salariée à temps partiel mise à disposition pour suivre le dossier des ventes d'armes.

Le secrétariat et les salariés qui y travaillent jouent un rôle essentiel en ce qui concerne la mise en relation des adhérents et des initiatives, l'élaboration et le suivi des campagnes nationales, l'élaboration pratique des différents projets et la mise en oeuvre des décisions des adhérents ; ils jouent un rôle important dans le suivi des finances, la recherche de financements, les relations extérieures du mouvement au niveau national et international. Cependant ce n'est pas là que sont décidés les projets du MAN et ses grandes orientations. Le secrétariat est une instance de gestion et de coordination qui est au service des décisions des adhérents du mouvement.

De nombreux stagiaires et bénévoles viennent étoffer régulièrement l'équipe du secrétariat national : ils apportent un appui important concernant le développement de la campagne nationale, le renouvellement du site internet, la recherche de fonds, ou encore la communication externe ou interne.

Bien distinct de l'équipe du secrétariat, mais jouant un rôle essentiel pour la représentation extérieure du mouvement, son porte-parole, Jean-Marie Muller, par ailleurs membre-fondateur du MAN, est chargé de porter dans l'opinion publique les initiatives et les choix politiques du mouvement, notamment par l'élaboration de textes de réflexion de fonds.

C Des structures de décision et de vie intermédiaires entre les groupes et le secrétariat national.

La vie du MAN est animée par un certain nombre d'instances et de structures qui assurent l'articulation des différents niveaux de son fonctionnement, et exercent l'autorité décisionnelle. Cette dernière est confiée au *Comité de Coordination* (CC), qui est formé de membres (titulaires, suppléants ou remplaçants) élus pour deux ans par le Congrès. Le CC se réunit une fois par mois. Il gère la vie courante du mouvement, est chargé de prendre les décisions concernant le fonctionnement et les engagements nationaux du MAN (participation à tel ou tel collectif national,…), et est responsable des salariés du secrétariat national. Il

représente en somme l'exécutif du mouvement, chargé en particulier de coordonner les actions et travaux de réflexion.

Le *Congrès* est en quelque sorte l'Assemblée Générale de l'association. Il se réunit tous les deux ans et est ouvert à tous les adhérents, chaque groupe présent ou représenté disposant d'autant de voix que d'adhérents qui le composent. C'est donc lui qui élit pour deux ans le Comité de Coordination.

Le *forum* du MAN est organisé quand à lui tous les deux ans, généralement entre les Congrès. C'est en quelque sorte l'université d'été du mouvement, regroupant les adhérents et sympathisants qui le désirent pour échanger, et discuter sur un thème principal, qui change à chaque fois. Il se déroule sur une petite semaine en été, et est un lieu unique de convivialité, d'échange d'expériences et de rencontres. Un groupe différent du MAN est chargé à chaque fois de son organisation, dans sa région.

Enfin, les *réseaux intergroupes* sont constitués de militant(e)s des différents groupes locaux qui sont impliqués dans l'action et la réflexion sur des problématiques particulières, et qui souhaitent se regrouper pour favoriser la confrontation et la réflexion communes à partir des pratiques singulières, sur ces thèmes. Durant les années 80 un réseau *Défense* s'est constitué, qui n'existe plus aujourd'hui. Durant les années 90, le réseau *Kosovo* a été très actif : il s'est dissolu en 1999 pour donner naissance à l'organisation Equipes de Paix dans les Balkans. Il existe actuellement deux réseaux actifs au sein du MAN :

-*Tensions Sociales*, qui regroupe des adhérents engagés sur le terrain des violences sociales et urbaines à travers leurs activités professionnelles (formateurs, assistantes sociales,…). Le réseau a fourni un travail collectif important ayant débouché en 2002 sur la création d'une brochure présentant des constats, des analyses et des perspectives sur le thème des violences urbaines, intitulée : *Insécurité et violences : comprendre et agir*, diffusée à plus de 500 exemplaires. Des membres du réseau sont sollicités pour faire des conférences en France, à la demande de membres du MAN ou d'autres organisations.

-*Education-Formation.* Ce réseau regroupe essentiellement des personnes engagées dans le domaine de l'éducation, à travers leurs activités professionnelles (enseignants,…) ou militantes (interventions en établissements scolaires,…). Il travaille à la réalisation d'une brochure recensant ses expériences et ses savoir-faire, comme il est vu plus haut (I, A).

A l'occasion du lancement de la campagne du MAN sur le thème de l'envoi d'une force d'intervention civile en Israël-Palestine, s'est créé récemment un nouveau réseau, *Proche-Orient*, chargé d'élaborer, de suivre et d'animer cette campagne. Il est pour l'instant constitué d'un groupe de travail qui se réunit plusieurs fois par an et exerce des échanges réguliers par mail sur le fond et les modalités d'organisation de la campagne, en lien constant avec le secrétariat national.

D'autres réseaux sont amenés à se former, sur les thèmes de l'altermondialisation et de la démocratie participative par exemple.

D Le financement.

Le MAN s'étant doté de structures de fonctionnement conséquentes, avec trois salariées actuellement, un effort financier est également nécessaire afin de subvenir à ce renforcement. Le budget de fonctionnement du MAN a triplé entre 2000 et 2002, les charges étant pour l'essentiel liées au personnel salarié. Les produits proviennent en majeure partie de l'autofinancement, qui en constitue 35%, et qui se compose des dons, des adhésions des membres, ainsi que de péréquations pour l'emploi. Les aides de l'Etat constituent l'autre apport majeur de finances pour le MAN (33%), dans le cadre des aides aux "Emplois jeunes "et aux

"Emplois solidarité", couvrant 43% des dépenses de personnel, par l'intermédiaire du CNASEA. Il n'en reste pas moins que l'association connaît un déficit important de ses charges de fonctionnement, qui l'amènent à définir sa situation financière comme étant un "équilibre précaire". Ce sont les projets du mouvement qui viennent équilibrer ce déficit fonctionnel : il est donc essentiel pour lui de développer ses projets. Les aides publiques pour l'organisation ce ceux-ci peuvent provenir du FNDVA (pour l'organisation du forum en 2002 par exemple).

Le MAN entretient des relations avec quelques partenaires privés, en particulier la FPH, avec laquelle une convention a été signée en 2000, dans le cadre de laquelle une subvention de 50 000 francs français ont été versés pour la formation ICP. Cette subvention a été reconduite depuis et a donné lieu à un soutien financier essentiel à l'organisation de cette formation. La fondation Un Monde Par Tous apporte également un soutien financier important à la réalisation de celle-ci.

Une part modeste des ressources provient également de tables presse qui sont tenues par des membres de groupes du MAN dans des salons (Primevère,…) ou des rencontres (conférences, Journées du Désarmement Nucléaire,…) auxquelles participe le MAN. Les interventions (conférences, formations militantes,...) sont pour l'essentiel bénévoles. Enfin, on peut estimer que les "contributions en nature" apportées bénévolement par des membres du MAN au profit du mouvement, représentent l'équivalent de 90 jours de travail par an !

IV Un mouvement intégré dans la société civile.

A Un réseau de partenaires non-violents.

Le MAN entretient des relations privilégiées avec un certain nombre d'organisations non-violentes qui sont issues à divers niveaux du mouvement :

- après une coopération étroite avec la FEDO, Fédération Des Objecteurs, que le MAN avait contribué à créer durant les années 70, et qui n'existe plus aujourd'hui, le mouvement a connu une collaboration non moins étroite avec le magazine mensuel Non-Violence Politique, fondé en 1978 et devenu en 1988 Non-Violence Actualité (NVA). Créé au départ pour diffuser les idées et les initiatives du MAN, le journal a trouvé petit à petit son autonomie par rapport au mouvement, et s'est transformé en 2000 en Centre de Ressources sur la résolution non-violente des conflits. En parallèle à cette redéfinition de son objet, NVA a vécu une rupture avec le MAN et s'en est définitivement autonomisé. Cela n'empêche pas une poursuite des relations entre les deux organisations, notamment à travers une réunion annuelle.

-L'Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits (IRNC) est créé en 1984, à l'initiative d'adhérents du MAN actifs dans la réflexion sur le thème de la défense. L'IRNC est créé avec le soutien des autorités politiques, notamment la Fondation pour les Etudes de la Défense Nationale. Ses recherches se poursuivent dans une concertation et une synergie constantes avec le MAN, l'institut de recherche faisant office de pôle de réflexion jouant un rôle important pour l'orientation des actions et campagnes de celui-ci; y compris dans la campagne actuelle sur le Proche-Orient.

- Les Instituts de recherche et de Formation du MAN (IFMAN) sont créés à partir de 1992 dans différentes régions de France, afin de distinguer une activité de formation professionnelle, et l'activité de formation proprement militante qui est effectuée au sein du MAN. Mais ces instituts souhaitent garder un lien éthique et pratique fort avec le mouvement duquel ils sont issus, la plupart des formateurs étant également adhérents actifs de celui-ci. Les IFMAN constituent en somme des structures autonomes mais gardant un lien de filiation fort et direct avec le MAN.

- La dernière née des organisations issues du MAN est l'ONG Equipes de Paix dans les Balkans (EpB), qui a été créée en 1999 par des membres du réseau *Kosovo* du MAN, afin de relayer en France l'action d'intervention civile de l'organisation européenne Balkan Peace Team. Un partenariat très fort est là encore entretenu entre les deux organisations non-violentes. Les principaux animateurs d'EpB sont par ailleurs membres actifs du MAN.

Au nombre de ces organisations, on peut mentionner le Comité pour l'Intervention Civile de Paix (Comité ICP), né en 1996 sous l'impulsion du MAN -qui en assure le secrétariat, et regroupe en son sein plusieurs mouvements non-violents, d'envoi de volontaires, ou de la société civile : l'IRNC, EpB, le Collectif Guatemala, Brigades de Paix Internationales (PBI), le CCFD, Pax Christi. Le MAN est l'un des membres de ce comité, et dans les faits son principal animateur. Le Comité ICP développe une politique de promotion et d'institutionnalisation de stratégies d'intervention civile, en France ; et organise depuis 2000 une formation annuelle à l'intervention civile de 154 heures -la Formation ICP, dans le cadre de laquelle plus de 50 stagiaires ont déjà pu être formés.

Au bilan de cette formation et des activités du Comité ICP en général, on peut mentionner 19 volontaires partis en mission ou en instance de départ, de nombreux soutiens comme la Fondation Un Monde Par Tous, la Fondation pour le Progrès de l'Homme, et depuis 2002 la fondation Non-Violence XXI, fond associatif pour une culture de paix et de non-violence au XXI° siècle. Le Ministère des Affaires Etrangères a apporté une aide financière en 2001, le Ministère de la Défense en 2001 et en 2002.

Une coopération très régulière est par ailleurs entretenue avec la revue Alternatives Non-Violentes (ANV), qui est fondée en 1973, un an avant la création du MAN. On peut estimer qu'ANV a joué un rôle non-négligeable dans celle-ci, en constituant un tremplin de réflexion et d'échanges préludant à la constitution du mouvement. La revue s'est voulue depuis sa création un lieu ouvert aux divers courants de pensée non-violents et aux divers mouvements : le MAN a donc pris toute sa place dans l'animation et l'orientation de la revue, ainsi que dans l'apport de contributions écrites régulières à celle-ci. Plusieurs membres du MAN sont membres du conseil d'administration ou du comité d'orientation d'ANV.

Le MAN a entretenu, surtout par le passé, des relations suivies de coopération et de dialogue contradictoire avec les deux autres grands mouvements historiques engagés pour la non-violence en France : le MIR, et l'Arche. Des rencontres ont pu avoir lieu entre les animateurs de ces mouvements, ainsi surtout qu'une coopération pratique des militants locaux dans la mise en œuvre d'actions diverses. La lutte du Larzac est un exemple majeur de cette coopération entre mouvements. Dans le cadre de cette lutte, une coopération importante a été établie également avec le Cun du Larzac, qui a été créé en 1975, et avec lequel des relations militantes continuent à être entretenues. En tant que pôle d'expérimentation et de recherche sur la non-violence, le Cun est un allié "naturel" du MAN. Les relations avec ces mouvements non-violents se poursuivent jusqu'à aujourd'hui et se formalisent en particulier à l'intérieur de deux collectifs : la Coordination Française pour la Décennie de promotion d'une culture de non-violence et de paix au profit des enfants du monde , dans laquelle le MIR exerce en particulier des responsabilités importantes pour l'organisation et l'animation, et Non-Violence XXI, fond associatif pour une culture de non-violence au XXI° siècle. C'est essentiellement au niveau des militants, au niveau local, qu'une coopération fructueuse peut avoir lieu pour des actions de promotion d'une culture de non-violence, comme c'est le cas à Manosque par exemple avec le MIR dans le cadre de la Décennie.

B Agir au sein de la société civile nationale et internationale.

Au niveau local, on a vu que des relations multiples sont entretenues avec nombre de collectifs (contre la guerre, de solidarité avec le Kosovo, avec la Palestine, pour le soutien aux sans-papiers, etc…), desquels des groupes locaux sont membres, mais aussi avec des associations locales (comme Témoins ou le CDRPC à Lyon), ou des groupes locaux d'organisations nationales (Survie, Attac, Confédération Paysanne,…).

Au niveau national et international, au-delà des seuls mouvements non-violents déjà cités, des liens sont entretenus avec d'autres organisations de la société civile. Le MAN est membre des réseaux Sortir du Nucléaire, Stop-Essais, Abolition 2000, du collectif Transferts d'Armes, ou encore du Réseau d'Action Internationale sur les Armes Légères (RAIAL). Sur ce thème, un partenariat existe avec la Maison de Vigilance de Taverny.

Le mouvement est partie prenante de nombreuses campagnes du réseau Agir-Ici, qui relaie sa campagne sur le Proche-Orient, et est partenaire également d'organisations d'origine confessionnelle comme le CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement), le Secours Catholique, et Pax Christi.

Le MAN est membre du Comité de Solidarité avec les Communautés de Paix en Colombie.

Un soutien stratégique conséquent a pu être apporté à des mouvements tels que les Démo (Démocratie pour le Pays-Basque), groupe luttant de manière non-violente pour le respect des droits du peuple basque, ou encore de manière plus ponctuelle à des mouvements tels que celui des intermittents du spectacle, qui a demandé des formations à l'action et aux stratégies non-violentes.

Au niveau international, des relations sont entretenues également avec les Non-violent Peaceforces, réseau international de promotion de l'intervention civile, qui envoie des volontaires au Sri Lanka ; avec l'Université de Paix de Namur, en Belgique ; ou encore avec le Centre Martin Luther King de Lausanne, en Suisse. Le mouvement est affilié à l'Internationale des Résistante à la Guerre (IRG/WRI). Il réfléchit actuellement à une éventuelle adhésion à l'International Peace Bureau.

Dans le cadre de la campagne Proche-Orient pour l'envoi d'une force d'intervention civile en Israël-Palestine, des partenariats nombreux sont en train de se nouer

-en France avec des organisations comme le Secours Catholique, le Service Civil International (SCI), l'association Israël-Palestine, le GUPS (étudiants palestiniens), ou le Comité de Coordination pour le Service Civil-Volontaires pour la Paix ;

-au niveau européen avec Droits de l'Homme sans Frontières (Belgique), EICCC-Allemagne, International Forum for Justice and Peace in Palestine (Hollande), CONEDIS (ONG italienne), Justicia y Pau (Espagne), etc… ;

-au Proche-Orient avec Coalition of Women for Peace, Gush Shalom, International Palestinian Youth League, Israeli-Palestinian Center for Research and information, Rabbis for Human Rights, Shalom Akhshav (La paix maintenant), Galilee College, Seruv (courage to refuse), etc... .

Par le passé, des partenariats très forts ont été tissés avec les mouvements d'objecteurs de conscience comme le MOC, ou avec des mouvements ou réseaux internationaux comme Kanaky-Solidarité, l'Association Sociale Culturelle Libanaise, et l'Assemblée Européenne des Citoyens d'Helsinki.

Des contacts poussés ont été noués durant la première décennie d'existence du MAN avec des organisations syndicales (CFDT) ou politiques (PSU). Le mouvement a depuis

longtemps cessé de s'engager explicitement dans la vie politique "traditionnelle" du pays et dans des logiques électorales ; néanmoins des relations particulièrement importantes existent avec le parti écologiste des Verts en particulier, en raison de l'intérêt de ce dernier pour les stratégies d'intervention civile et pour les formes non-violentes d'exercice du pouvoir notamment.

Dans le cadre d'un engagement politique international, le MAN intègre son action dans le cadre des rassemblements pour une autre mondialisation, en étant présent par exemple lors du rassemblement du contre-G8 d'Evian, ou, massivement, sur le plateau du Larzac en Août 2003. Il participe également au Forum Social Européen de St Denis, par un atelier conjoint avec le comité ICP et un autre dans le cadre du Forum permanent pour la Paix, dont il est l'un des initiateurs, autour du thème du rôle de la non-violence dans l'altermondialisation, et s'implique dans l'organisation du Salon International des Initiatives de Paix, à la Cité des Sciences en Juin 2004.

Pour conclure…

Le MAN joue un rôle moteur au sein des organisations non-violentes françaises, et un rôle d'initiateur auprès d'un certain nombre d'entre elles qui sont nées sous son impulsion, au fil des besoins et des défis sociaux, politiques ou culturels. Force d'initiative et de propositions, pôle de ressources nombreuses au niveau de la réflexion, de la formation et de l'action locale ou internationale, le MAN reste cependant fragile financièrement, et au-delà, au niveau de sa dynamique : il connaît certaines difficultés de renouvellement. On peut considérer que le MAN constitue une matrice pour une non-violence politique, sociale ou culturelle, privilégiant la diffusion de ses idées et pratiques dans la société sur son renforcement en tant que mouvement.

Conjuguant une dynamique nationale cohérente, basée en particulier sur la promotion de l'ICP, et une grande diversité liée à une autonomie d'initiative locale, le mouvement est également présent sur le terrain de la société civile mondiale, même s'il n'a pas les moyens de participer activement aux forums sociaux mondiaux par exemple. On peut regretter un manque de réactivité du mouvement face à certaines sollicitations liées à l'actualité internationale (guerre en Irak,…) ou issues d'autres acteurs de la société civile ; lenteur liée aux modalités concertées de prise de décision en son sein.

Un certain nombre d'orientations du dernier Congrès n'ont pu être mises en pratique faute de ressources humaines suffisantes, et restent encore largement à réaliser : notamment la mise en place régulière de formations internes à l'action non-violente, pour une meilleure transmission des savoir-faire entre « générations » d'adhérents ; l'organisation de rencontres avec les autres mouvements de la société civile engagés dans une dynamique d'altermondialisation, afin d'évaluer leurs besoins en formation à la non-violence ; un travail de capitalisation et d'analyse des pratiques de pouvoir, à partir des expériences associatives et professionnelles des membres du MAN ; la création de nouveaux outils de promotion militante : autant de chantiers à mettre en œuvre dans les prochaines années !

Sources :

-entretiens avec N'Zinga Verdier du 16 Juin et du 6 Novembre 2003 ;
-numéros du *MAN-Infos* ;
-numéros de *Perspectives Non-Violentes* et de la *Lettre du MAN de Haute-Normandie* ;
-livret d'accueil 2003 ;

-mémentos de 1992 et 2003 ;
-"Histoire du MAN", par Cyril Hauland Groneberg ;
-rapport d'activité et rapport financier 2002 ;
-projet de 4 pages de la campagne "Proche-Orient".

Auteur :

Guillaume Gamblin, dans le cadre d'un travail de recherche coordonné par Non-violence XXI et la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme.